

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-115

DU 23 MARS 2022

2ÈME RAPPORT INTERNATIONAL 2022

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 222-16 du 15 décembre 2016 relative à la stratégie internationale de la Région Île-de-France modifiée par les délibérations n° CP 2018-162 du 30 mai 2018 et n° CP 2019-434 du 17 octobre 2019 ;

VU La délibération CP 2017-186 du 17 mai 2017 relative à la 2^{ème} attribution de subventions dans le cadre du fonds régional de soutien aux population victimes de violences religieuses, ethniques et sexuelles au Moyen-Orient ;

VU La délibération CP 2017-560 du 22 novembre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre des coopérations décentralisées (Liban, Tunisie, Madagascar, Japon), des dispositifs « actions internationales » et « fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient » ;

VU La délibération CP 2019-434 du 17 octobre 2019 relative au 3^{ème} rapport international 2019 ;

VU La délibération CP 2020-398 du 23 septembre 2020 relative au 5^{ème} rapport international 2020 ;

VU La délibération CP 2020-515 du 18 novembre 2020 relative au 6^{ème} rapport international 2020 ;

VU La délibération CP 2021-165 du 01 avril 2021 relative au 2^{ème} rapport international 2021 ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 19 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente

VU la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et la Commune Urbaine d'Antananarivo signé le 21 décembre 1990 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et le District Autonomie d'Abidjan signé le 28 février 2018 ;

VU L'accord de coopération signé entre la Région Ile-de-France et la Municipalité de Beyrouth voté le 25 janvier 1999 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et le Kurdistan irakien, voté le 21 novembre 2019 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2021 ;

VU l'avis de la commission des relations internationales et des affaires européennes ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-115 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Affectation d'autorisations d'engagements

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **100 000 €** sur le chapitre 930, « services généraux », code fonctionnel 048 « autres actions internationales », programme HP048-017 (104017) « Coopération décentralisée », action 10401702 « coopération décentralisée » du budget 2022 pour la prise en charge de prestations à l'occasion de l'accueil de délégations issues des zones de coopération prioritaire ainsi que diverses prestations de service, dont la réalisation d'études, la mobilisation d'experts, la couverture des frais d'interprétariat et de traduction, la location de salles, de minibus ou de voitures avec chauffeurs ; l'achat de documentations et de livres, l'achat de cadeaux protocolaires et toutes dépenses directes générées par l'organisation d'une manifestation sur le territoire d'Île-de-France, et notamment l'organisation de la Biennale d'architecture et de paysage ; ainsi que la prise en charge de la redevance du bureau de PRX-Madagascar au sein de l'Ambassade de France à Antananarivo.

Article 2 : Urgence et reconstruction

Décide de participer, au titre de l'aide à la reconstruction, au financement du projet de reconstruction de l'école de la 2^{ème} section communale Golbotine de la commune de Roseaux tel que détaillé en annexe 1 de la présente délibération, par l'attribution à ACTED d'une subvention d'investissement maximum prévisionnelle de **200 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type en investissement du dispositif « Aide à la reconstruction » adoptée par délibération CP 2020-398 du 23 septembre 2020 « 4ème rapport international 2019 », et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 200 000 € disponible sur le chapitre 900 « services généraux », code fonctionnel 044 « Aide publique au développement », Programme HP044-013 (104013), « solidarité internationale », Action 10401303 « aide à la reconstruction » du budget 2022.

Décide de participer, au titre du fonds d'intervention d'urgence, au financement du projet détaillé en annexe 1 de la présente délibération par l'attribution, à Solidarités international, d'une subvention d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de **100 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type Fonds d'intervention d'urgence – Investissement adoptée par délibération n° CP 2021-165 du 1er avril 2021, et autorise la présidente du conseil

régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **100 000 €** disponible sur le chapitre 900, « Services généraux », code fonctionnel 044 « aide publique au développement », programme HP 044-013 (104013) « solidarité internationale », Action 10401304 « fonds d'intervention d'urgence » du budget 2022.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n°CR 2021-055 du 21 juillet 2021 relative au règlement budgétaire et financier. '

Article 3 : Mise en œuvre de projets de coopération décentralisée

Au titre de la coopération (multizone) :

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée, au financement du projet détaillé en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution à INCO d'une subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **110 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type coopération décentralisée Fonctionnement adoptée par délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 110 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 930 « services généraux » - code fonctionnel 048 « autres actions internationales » - programme HP048-017 (104017) « coopération décentralisée » - action 10401702 « coopération décentralisée » du budget 2022.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n°CR 2021-055 du 21 juillet 2021 relative au règlement budgétaire et financier.

Au titre de la coopération avec le Kurdistan Irakien :

- Pérennisation de la radio Al Salam

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée avec le Kurdistan irakien, au financement du projet détaillé en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution à la Guilde Européenne du Raid d'une subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **70 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type coopération décentralisée Fonctionnement adoptée par délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 70 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 930 « services généraux » - code fonctionnel 048 « autres actions internationales » - programme HP048-017 (104017) « coopération décentralisée » - action 10401702 « coopération décentralisée » du budget 2022.

Au titre de la coopération avec le District autonome d'Abidjan :

- Mobilisation de la jeunesse pour la transition écologique

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée avec le District autonome d'Abidjan, au financement du projet détaillé en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution à l'association Moi Jeu Tri d'une subvention d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de **75 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type Coopération décentralisée Investissement adoptée par délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 75 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 900 « services généraux » - code fonctionnel 048 « autres actions internationales » - programme HP048-016 (104016) « coopération décentralisée » - action 10401602 « coopération décentralisée » du budget 2022.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n°CR 2021-055 du 21 juillet 2021 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 4 : Attribution de cinq subventions au titre du dispositif Actions Internationales et de la Francophonie

Décide de participer, au titre du dispositif « Actions internationales et Francophonie », au financement des 5 projets détaillés en annexe 3 de la présente délibération par l'attribution de 1 subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de 40 000 € et de 4 subventions d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de 198 830 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « Fonctionnement » adoptée par délibération n°CP 2017- 560 du 22 novembre 2017 ou « Investissement » adoptée par délibération n°CP 2019-434 du 17 octobre 2019, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 40 000 € disponible sur le chapitre 930 « services généraux » - code fonctionnel 048 « autres actions internationales » - programme HP048-019 (104016) « dispositif actions internationales » - action 10401902 « Dispositif actions internationales » du budget 2022.

Affecte une autorisation de programme de 198 830 € disponible sur le chapitre 900 « services généraux » - code fonctionnel 048 « autres actions internationales » - programme HP048-019 « Dispositif actions internationales » (104019) - action 10401901 « dispositif actions internationales » du budget 2022.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n°CR 2021-055 du 21 juillet 2021 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 5 : Soutien aux minorités au Moyen Orient

Décide de participer, au titre du dispositif « Fonds de soutien aux populations victimes de violences religieuses, ethniques et sexuelles au Moyen-Orient », au financement du projet détaillé en annexe 4 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **55 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « fonctionnement » du dispositif « Fonds de soutien aux populations victimes de violences religieuses, ethniques et sexuelles au Moyen-Orient » adoptée par délibération n°CP 2017-186 du 17 mai 2017 et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 55 000 €, disponible sur le chapitre 930 « services généraux » - code fonctionnel 044 « aide publique au développement » - programme HP044-015 « solidarité internationale » (104015), action 10401504 « Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient » du budget 2022.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention à compter de la date indiquée dans la fiche projet jointe en annexe 1 de la délibération, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 de l'annexe de la délibération n°33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 6 : Modifications de conventions

- Modification de la convention n°20011242 avec France Volontaires

Décide de porter le taux de la subvention attribuée à France Volontaires par délibération n°CP 2020-515 du 18 novembre 2020 à 57,19 % de la base subventionnable portée à 52 330 € et d'attribuer une subvention complémentaire d'un montant maximum prévisionnel de 7 550 € pour le financement du projet détaillé dans la fiche-projet modifiée figurant en annexe 5 de la présente délibération.

Approuve en conséquence l'avenant n°2 à la convention n°20011242 et l'avenant n°1 à la convention de mission conclues avec le bénéficiaire tel qu'ils figurent en annexe 5 de la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention complémentaire à la signature, avec le bénéficiaire, des avenants approuvés à l'alinéa précédent et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 7 550 €, disponible sur le chapitre budgétaire 930 « services généraux » - code fonctionnel 048 « autres actions internationales » – programme HP048-017 (104017) « coopération décentralisée » - action 10401702 « coopération décentralisée » du budget 2022.

- Modification de la convention n°20012778 avec AREMEDIA

Décide de porter à 47 655 € TTC le montant de la base subventionnable de la subvention attribuée à AREMEDIA par délibération n°CP 2020-515 du 18 novembre 2020 et le taux d'intervention à 81,82 %. Le montant maximum de la subvention reste inchangé à 38 990 €.

Approuve l'avenant n°1 à la convention et la fiche-projet modifiée n° 20012778 tels qu'ils figurent en annexe 6 à la présente délibération.

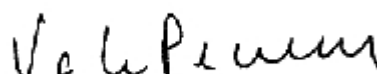
Subordonne le versement de la subvention attribuée à AREMEDIA par délibération N° CP2020-515 du 18 novembre 2020 à la signature de l'avenant approuvé à l'alinéa précédent et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

- Modification de la convention n°20012766 avec AREMEDIA

Approuve l'avenant n°1 à la convention n° 20012766 tel qu'il figure en annexe 7 à la présente délibération.

Subordonne le versement de la subvention attribuée à AREMEDIA par délibération N° CP2020-515 du 18 novembre 2020 à la signature de l'avenant approuvé à l'alinéa précédent et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 24 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 24 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1143480-DE-1-1) et affichage ou notification le 24 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 FICHES PROJET URGENCE ET RECONSTRUCTION

**DOSSIER N° 21010397 - RECONSTRUCTION DE L'ÉCOLE DE LA 2EME SECTION
COMMUNALE GOLBOTINE DE LA COMMUNE DE ROSEAUX À LA SUITE DU SÉISME
DU 14 AOÛT 2021 - HAÏTI**

Dispositif : Aide à la reconstruction - Investissement (n° 00000544)

Délégation Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 900-044-20422-104013-020

Action : 10401303- Aide à la reconstruction

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la reconstruction - Investissement	200 000,00 € TTC	100,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACTED AGENCE AIDE
COOPERATION TECHN ET
DEVELOPP
Adresse administrative : 33 RUE GODOT DE MAUROY
75009 PARIS 09
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie-Pierre CALEY, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 février 2022 - 30 septembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : des activités indispensables au début des travaux ont dû être engagées en amont de la commission afin de permettre une livraison de l'école pour la rentrée de septembre.

Description :

Le 14 août 2021, un séisme de magnitude 7,2 sur l'échelle de Richter frappait le sud-ouest d'Haïti, faisant plus de 2 200 morts et près de 13 000 blessés. Deux millions de personnes vivent dans les zones les plus sinistrées des départements de la Grand'Anse, des Nippes et du Sud.

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, l'évaluation partielle de l'impact sur les infrastructures scolaires indique que sur les 3 259 écoles des trois départements touchés, près de 18% ont été détruites et 55% endommagées.

En complément de son aide médicale d'urgence votée le 22 septembre dernier, la Région se mobilise par conséquent dans le cadre des opérations de reconstruction afin de pérenniser le

soutien apporté à la population haïtienne et d'accompagner la reprise scolaire dans les zones affectées.

S'appuyant sur les évaluations préalables des autorités (ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle) et de l'UNICEF, l'aide régionale permettra la reconstruction de l'école de la 2ème section communale Golbotine de la commune de Roseaux (département de la Grand'Anse) qui accueille 220 élèves de cycle primaire.

La maison mise à disposition par un prêtre dans laquelle étaient auparavant dispensés les cours s'est totalement effondrée pendant le séisme. Actuellement, l'école se tient dans une structure provisoire en bois surmontée de bâches. 4 salles de classe et un bloc de latrines seront donc construits par des artisans locaux formés aux techniques de construction parasismiques et paracycloniques, ainsi qu'aux principes « Build Back Safer », afin d'assurer aux élèves un lieu d'éducation sécurisé.

De plus, le projet associera également la population locale qui participera à la réalisation des travaux de déblaiement et d'aménagement du site. Ainsi, 30 personnes (dont a minima 30% de femmes) prendront part à ces activités de « cash for work ». La rétribution perçue couvrira au moins 84% des besoins alimentaires de chaque ménage, dont un membre aura pris part aux chantiers communautaires (soit 150 bénéficiaires indirects), pendant un mois environ.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

🇭🇹 HAÏTI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Travaux	105 402,00	52,70%	Région Île-de-France	200 000,00	100,00%
Matériaux	4 107,00	2,05%	Total	200 000,00	100,00%
Mobilier salles de classe	20 568,00	10,28%			
Maîtrise d'ouvrage	69 923,00	34,96%			
Total	200 000,00	100,00%			

DOSSIER N° 22002605 - SOUTIEN AUX POPULATIONS RURALES DE LA PROVINCE DE KABOUL

Dispositif : Fonds d'intervention d'urgence (investissement) (n° 00000644)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104013-020

Action : 10401304- Fonds d'intervention d'urgence

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'intervention d'urgence (investissement)	100 000,00 € TTC	100,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOLIDARITES INTERNATIONAL

Adresse administrative : 89 RUE DE PARIS
92110 CLICHY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Kevin GOLDBERG, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien aux populations rurales de la province de Kaboul

Dates prévisionnelles : 1 mars 2022 - 31 juillet 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La situation humanitaire en Afghanistan est extrêmement préoccupante. Beaucoup de foyers prennent la décision de retourner dans leur district d'origine car ils ne peuvent plus subvenir à leurs besoins en milieu urbain.

Description :

Dans la province de Kaboul, plusieurs districts ruraux ont été délaissés durant ces dix dernières années du fait de la situation sécuritaire. L'accès humanitaire y était restreint et les habitants ont souffert des conséquences de la sécheresse et des conflits. Dans certains villages du district de Musahy situé au sud de la province de Kaboul, la moitié des habitants ont quitté le village ces dernières années. Ils y reviennent désormais, mais font face aux mêmes problèmes, particulièrement l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'hygiène. L'eau stagnante pourrait être vecteur de maladies facilement évitables au printemps et en été. Enfin, les habitants y retrouvent des abris abîmés par le temps ou partiellement détruits par les combats.

L'action proposée se concentre sur la réhabilitation et la construction d'infrastructures d'eau et d'hygiène et d'abris. La priorité sera donnée aux foyers les plus vulnérables et dont l'accès à l'eau potable est le plus difficile. Les familles récemment rentrées vivre dans leur district d'origine après plusieurs mois ou années vécues en milieu urbain feront l'objet d'une attention particulière. Ainsi les mêmes foyers pourront bénéficier d'un soutien pour l'accès à l'eau et

pour la restauration de leurs abris.

En termes d'accès à l'eau et à l'hygiène, le projet permettra de :

- réhabiliter 10 points d'eau (remplacement de la pompe, renforcement de la structure, tests de potabilité, etc.) ;
- restaurer 100 latrines et en construire 100 nouvelles.

Solidarités international restaurera 50 abris, en prêtant une attention particulière à la réfection des toits, la réparation des portes et fenêtres et la restauration des murs.

Solidarités International a obtenu les autorisations nécessaires de la part des autorités afin de réaliser les évaluations de besoin nourrissant ce projet, incluant la présence de femmes dans l'équipe.

Détail du calcul de la subvention :

L'aide permettra de financer l'achat d'équipements et l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Localisation géographique :

🏠 AFGHANISTAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maîtrise d'ouvrage	34 399,00	34,40%
Réhabilitation de points d'eau	8 000,00	8,00%
Réhabilitation de latrines	13 951,00	13,95%
Construction de latrines	32 400,00	32,40%
Réhabilitation d'abris	11 250,00	11,25%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

ANNEXE 2 FICHES PROJET COOPERATION DECENTRALISEE

DOSSIER N° 22002314 - PERENNISATION DE RADIO AL SALAM - IRAK

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) (n° 00000555)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104017-020

Action : 10401702- Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	313 900,00 € TTC	22,30%	70 000,00 €
	Montant total de la subvention		70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GUILDE EUROPEENNE DU RAID
Adresse administrative : 7 RUE PASQUIER
75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur VINCENT RATTEZ, Délégué

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2022 - 30 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Radio al Salam a été créée en mars 2015 à Erbil (Kurdistan irakien). La guerre civile et les déplacements massifs de populations dus à la conquête territoriale de l'organisation dite de l'Etat Islamique dans la région sont à l'origine de sa création. Cette radio locale, indépendante et intercommunautaire, qui diffuse en arabe et kurde, cherche à favoriser le dialogue et la réconciliation en portant la voix de tous et en favorisant l'appropriation de références culturelles.

Les studios de la radio sont situés à Ainkawa, quartier au nord-ouest d'Erbil, dans la Région du Kurdistan irakien.

La Radio a à cœur d'employer des salariés des différentes confessions et origines afin d'appuyer son plaidoyer en faveur de la paix et de la réconciliation.

La radio entend dispenser des cours de français par les ondes. L'aide de la Région portera sur ce programme Francophonie afin de soutenir la formation de nouveaux salariés des différentes confessions et origines.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le

bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

🏠 IRAQ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures	14 900,00	4,75%
Conception programme Francophonie et études	48 000,00	15,29%
Formation	18 800,00	5,99%
Frais de déplacement	38 200,00	12,17%
Frais de personnel	194 000,00	61,80%
Total	313 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	70 000,00	22,30%
AFD	218 500,00	69,61%
CRARA	25 400,00	8,09%
Total	313 900,00	100,00%

**DOSSIER N° 22002426 - MOBILISATION DE LA JEUNESSE POUR LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE A ABIDJAN - CÔTE D'IVOIRE**

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)
(n° 00000556)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 900-048-20422-104016-020

Action : 10401602- Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)	150 000,00 € TTC	50,00 %	75 000,00 €
	Montant total de la subvention		75 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOI JEU TRI

Adresse administrative : 11 RUE OSWALDO CRUZ
75016 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur EDEM D'ALMEIDA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est justifié pour permettre que le déploiement du programme de tri et de sensibilisation corresponde avec le démarrage de l'année scolaire, ce qui implique un équipement des sites en amont.

Description :

La Région est engagée aux côtés du District autonome d'Abidjan dans la promotion et le développement de l'économie circulaire sur son territoire. Elle a ainsi mobilisé l'expertise francilienne pour appuyer l'élaboration d'une stratégie territoriale de l'économie circulaire et souhaite désormais accompagner le déploiement d'initiatives opérationnelles sur le territoire. L'ONG Moi Jeu Tri est active depuis 2017 en Afrique et présente à Abidjan depuis 2019. Elle travaille sur la mobilisation de la jeunesse dans la transition écologique en faisant le pari de la mobilisation des enfants au sein des écoles sur la question du tri des déchets car ceux-ci sont des facteurs de changement à court terme au sein de leurs familles, et à plus long terme par la place qu'ils prendront dans la société.

Moi Jeu Tri déploie une action de sensibilisation des enfants au tri des déchets et à la préservation de leur environnement direct. Les enfants sont acteurs du tri au sein de leurs établissements et bénéficient d'actions de programmes dispensées par des ONG partenaires. Les déchets collectés sont valorisés et les bénéfices réinvestis dans les équipements de

l'école (travaux d'embellissement, équipement, etc.).

Déjà présente dans quelques écoles test à Abidjan, Moi Jeu Tri souhaite augmenter fortement sa présence en Côte d'Ivoire et apporter une réponse aux enjeux croissants de gestion des déchets dans l'aire urbaine d'Abidjan.

Le présent projet vise à soutenir Moi Jeu Tri dans son déploiement dans 185 écoles dans les communes de Bingerville, Port-Bouët, Cocody et Grand Bassam afin de toucher directement 76 000 élèves. Il permettra également d'équiper un centre de tri dans la commune de Port Bouët, d'acheter les véhicules nécessaires à la collecte des déchets et de créer une vingtaine d'emplois.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention porte sur les dépenses d'investissement du projet. Une partie de la subvention pourra être reversée au partenaire local du projet - Moi Jeu Tri Côte d'Ivoire.

Localisation géographique :

 COTE D'IVOIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction d'un hangar	23 000,00	15,33%
Aménagement des espaces extérieurs	800,00	0,53%
Achat de véhicules	40 000,00	26,67%
Equipement du centre de tri	27 000,00	18,00%
Achats de bacs de tri	48 000,00	32,00%
Achat de matériel informatique	3 000,00	2,00%
Achat matériel signalétique	8 200,00	5,47%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 000,00	3,33%
Fondation Veolia	12 000,00	8,00%
ISH Towers	8 000,00	5,33%
BASF	25 000,00	16,67%
Région Île-de-France	75 000,00	50,00%
AP Plastic Africa	25 000,00	16,67%
Total	150 000,00	100,00%

DOSSIER N° 22002401 - FONCTIONNEMENT DU RESEAU SPRINT DES INCUBATEURS FRANCOPHONES A IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL – 4ème ANNEE

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) (n° 00000555)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104017-020

Action : 10401702- Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	187 600,00 € TTC	58,64 %	110 000,00 €
	Montant total de la subvention		110 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INCO ORG

Adresse administrative : 3 BD SAINT MARTIN
75003 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur JACQUES DASNOY, Directeur Général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 1 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin de permettre une continuité de l'activité du réseau, les dépenses engagées depuis le 1er janvier 2022 sont prises en considération.

Description :

Dès 2017, la Région s'est engagée aux côtés d'INCO pour mettre en œuvre le projet SPRINT – Start Up Paris Région International – pour soutenir le développement des entreprises innovantes, à impact social et environnemental, installées dans nos pays partenaires et pour qui la langue française constitue un socle commun.

Après 4 années d'existence, les équipes d'INCO ont réalisé une évaluation du projet SPRINT visant à analyser son efficacité, sa cohérence, son impact, son efficacité et sa pérennité. Les conclusions soulignent une forte structuration du réseau, la création d'une large communauté d'acteurs engagés pour transformer en profondeur les modèles productifs des différents pays membres et le développement d'un programme d'accompagnement et d'animation du réseau efficace et innovant.

Plusieurs recommandations ont également été émises afin d'accompagner le projet dans son développement et sa pérennité, notamment : le développement d'une identité et d'un

positionnement plus fort à l'échelle locale et régionale, une définition de secteurs d'intervention spécifiques en fonction des stratégies publiques locales, la création d'un cadre collaboratif plus étroit avec les collectivités territoriales partenaires.

Ainsi, en cohérence avec les orientations stratégiques de la Région et les autres projets menés dans les zones de coopération, l'équipe d'INCO a conçu une seconde étape du projet SPRINT qui vise notamment à consolider sur chaque territoire la communauté de startups, d'incubateurs et de collectivités locales bâtie jusqu'à présent afin de renforcer les logiques d'entraides intra-réseau et de promotion des initiatives locales à l'échelle globale.

Cette nouvelle édition visera plus spécifiquement à renforcer le rôle des incubateurs auprès des collectivités territoriales qui ont besoin d'outils pour mener à bien leurs politiques de transition numérique, sociale et environnementale. Elle vise également à servir de plateforme pour des entreprises franciliennes, notamment portées par des entrepreneurs issus de la diaspora, pour commercialiser et se déployer dans les différents pays du réseau.

Le réseau SPRINT se fixe les objectifs globaux suivants :

- Créer et renforcer la première communauté francophone d'incubateurs / accélérateurs dédiés aux startups à impact social et/ou environnemental
- Accompagner le développement des startups à fort impact social et environnemental et la création d'emploi dans les pays partenaires
- Renforcer les liens économiques et culturels entre la Région Île-de-France et les pays partenaires du réseau SPRINT

Il s'agira notamment :

- d'accompagner le développement de 40 entreprises à fort impact social et environnemental et la création d'emploi dans les pays partenaires
- de favoriser les échanges avec les structures franciliennes et les flux d'affaires entre les destinations et la France
- de faire de la francophonie un atout dans le développement des entreprises et incubateurs membres
- de renforcer les capacités des incubateurs et l'identité du réseau

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- ARMENIE
- COTE D'IVOIRE
- ALGERIE
- LIBAN
- MAROC
- MADAGASCAR
- SENEGAL
- TUNISIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipes et accompagnement	114 500,00	61,03%
Communication, événement et missions internationales	41 000,00	21,86%
Accompagnement pré et post financement des startups	10 000,00	5,33%
Frais de mission à l'étranger	5 100,00	2,72%
Coordination locale du projet	17 000,00	9,06%
Total	187 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	110 000,00	58,64%
INCO (Fonds propres)	77 600,00	41,36%
Total	187 600,00	100,00%

ANNEXE 3 FICHES PROJET ACTIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DOSSIER N° EX062653 - CREATION D'UNE MEDIATHEQUE DANS LA COMMUNE DE MOUYONDZI - CONGO

Dispositif : Actions internationales - Dépenses d'investissement (n° 00001016)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 900-048-20422-104019-020

Action : 10401901- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses d'investissement	112 100,00 € TTC	53,52 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADPM - ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DU PAYS DE MOUYONDZI

Adresse administrative : 1 IMPASSE DU LIEVRE
78550 BAZAINVILLE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur CHRISTIAN MILEBE VAZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2022 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'association pour le développement du Pays de Mouyondzi (ADPM) réunit la diaspora congolaise installée en France et originaire de ce territoire du centre du Congo, couvrant cinq districts du département de Bouenza situés à proximité de la commune de Mouyondzi, soit une population de plus de 75 000 habitants. Après un diagnostic de territoire mené conjointement avec un partenaire associatif local, l'ADPM a élaboré, en lien avec les autorités locales, un projet de médiathèque dont l'objectif est de faire la promotion de l'apprentissage du français à la fois comme outil d'accès à la connaissance et comme outil de lutte contre la pauvreté.

La médiathèque de Mouyondzi doit ainsi permettre de répondre aux besoins de la population en matière d'éducation pour les élèves, d'accès à l'information, à l'orientation et à la formation pour les jeunes, d'accès à l'alphabétisation pour les adultes et plus globalement d'accès à la connaissance pour toute la population.

Le projet prévoit la construction d'une médiathèque de 360 m² dotée d'une bibliothèque contenant un fond documentaire spécial dédié à l'enseignement scolaire et un fond documentaire plus large ouvert au grand public, une salle multimédia et d'alphabétisation, un bureau d'information et d'orientation pour les jeunes et un espace de formation et d'insertion.

La médiathèque sera animée par une équipe de cinq personnes chargées d'accueillir le public, d'organiser des programmes d'orientation et de formation et d'animer le lieu en particulier sur les aspects de la maîtrise du français (alphabétisation, concours de dictée, etc.).

Le bénéficiaire est exonéré de l'obligation de recruter des stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention régionale porte sur la partie d'investissement du projet. Une partie de la subvention pourra être reversée au partenaire local du projet - Association Mouyoundzi pour le développement local.

Localisation géographique :

 CONGO

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maçonnerie	36 800,00	32,83%
Toiture et plafond	3 000,00	2,68%
Menuiserie bois	4 000,00	3,57%
Menuiserie aluminium	4 600,00	4,10%
Electricité	5 800,00	5,17%
Plomberie	1 200,00	1,07%
Carrelage	9 100,00	8,12%
Enduits	5 300,00	4,73%
Peinture	3 600,00	3,21%
Fosse septique et puisard	4 800,00	4,28%
Climatisation	2 600,00	2,32%
Achat de mobilier	14 100,00	12,58%
Achat de matériel informatique	5 200,00	4,64%
Achat du fonds pédagogique	12 000,00	10,70%
Total	112 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Communauté urbaine de Mouyoundzi	6 800,00	6,07%
Département de Bouenza	7 600,00	6,78%
Fonds propres	4 700,00	4,19%
Département des Yvelines	18 000,00	16,06%
Forum des organisations de solidarité internationales issues des migrations	15 000,00	13,38%
Région Île-de-France	60 000,00	53,52%
Total	112 100,00	100,00%

**DOSSIER N° EX062644 - CONSTRUCTION D'UN CENTRE DE SANTE DANS LA
COMMUNE DE WALY - MAURITANIE**

Dispositif : Actions internationales - Dépenses d'investissement (n° 00001016)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 900-048-20422-104019-020

Action : 10401901- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses d'investissement	97 300,00 € TTC	50,00 %	48 650,00 €
	Montant total de la subvention		48 650,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LES FEMMES
UNIES DE WALY
Adresse administrative : 3 ALLEE JACQUES TATI
78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame HABY DIA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2022 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Waly est située dans la région du Gorgol, une région rurale au sud de la Mauritanie. Elle comprend six villages et compte actuellement 20 000 habitants mais connaît une croissance démographique forte. La commune est dotée d'un centre de santé vétuste, sous-dimensionné et sous-équipé, et par ailleurs inaccessible durant la saison des pluies car construit sur une zone inondable.

Afin de répondre aux besoins de la population, l'association des femmes unies de Waly s'est donc associée à la mairie de la commune pour la construction d'un centre de santé moderne et permettre ainsi d'améliorer l'accès aux soins primaires, la prise en charge des femme enceintes et des nouveau-nés ainsi que la mise en place d'actions de prévention et de sensibilisation.

Le projet doit donc permettre la construction d'un centre de santé conforme aux standards mauritaniens pour ce type d'équipement. Outre sa participation à la construction du centre, la mairie installera des panneaux solaires ainsi qu'un forage pour l'alimentation du site. Les travaux seront suivis par un comité de gestion regroupant toutes les parties prenantes du territoire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention régionale porte sur les dépenses d'investissement du projet. Une partie de la subvention pourra être reversée au partenaire local du projet - commune de Waly.

Localisation géographique :

MAURITANIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation du chantier	1 300,00	1,34%
Gros oeuvre	23 600,00	24,25%
Toiture	13 800,00	14,18%
Enduits et finitions	24 000,00	24,67%
Menuiserie	14 300,00	14,70%
Plomberie	5 700,00	5,86%
Electricité	3 400,00	3,49%
Carrelage	4 900,00	5,04%
Peinture	6 300,00	6,47%
Total	97 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 650,00	5,81%
Association pour le développement de Waly en France	8 000,00	8,22%
Ville des Mureaux	3 000,00	3,08%
Département des Yvelines	10 000,00	10,28%
Région Île-de-France	48 650,00	50,00%
Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations	15 000,00	15,42%
Commune de Waly	7 000,00	7,19%
Total	97 300,00	100,00%

**DOSSIER N° 22002348 - DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT LOCAL PAR LA
VALORISATION DES USAGES PRODUCTIFS - MADAGASCAR**

Dispositif : Actions internationales - Dépenses d'investissement (n° 00001016)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 900-048-20422-104019-020

Action : 10401901- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses d'investissement	209 400,00 € TTC	28,65 %	60 000,00 €
	Montant total de la subvention		60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION ENERGIES POUR LE MONDE
Adresse administrative : 146 RUE DE L UNIVERSITE
75007 PARIS 7E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur VINCENT JACQUES-LE-SEIGNEUR, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : réhabilitation et extension de centrales électriques

Dates prévisionnelles : 1 juin 2022 - 26 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet DEVEL'UP vise à accompagner l'émergence d'activités génératrices de revenu grâce à un appui à la formation, au financement et à la formalisation d'auto-entrepreneurs locaux. La demande électrique et les revenus créés par les activités économiques émergentes permettent d'amorcer un cercle vertueux de développement pour la localité et l'opérateur électrique.

Pour répondre à la demande en électricité actuelle de la zone du projet DEVEL'UP et accompagner l'émergence de nouvelles activités productives, les infrastructures existantes, installées par la Fondem lors de précédents projets seront renforcées (renouvellement du parc batterie, augmentation de la puissance installée, réhabilitation des infrastructures de production et de distribution existantes).

Les dépenses d'investissement incluent :

- l'extension de certaines centrales à Madagascar ;
- l'achat de matériels électriques pour les activités génératrices de revenu (par exemple, des pompes solaires pour les activités de maraîchage) ;
- les systèmes de raccordement électrique pour les nouvelles habitations connectées ;

- la création d'un nouveau bureau pour le partenaire local FIMIFA à Tuléar, afin de suivre les activités génératrices de revenus qui auront été initiées.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention porte sur la ligne de dépenses "Equipements techniques et mobilier" dans le plan de financement prévisionnel.

Localisation géographique :

 MADAGASCAR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements techniques et mobilier	209 400,00	43,30%
Achats matériels de bureau, charges locatives et locations	5 061,00	1,05%
Frais d'études, de consultances et de prestations externes (dont audit et évaluation)	83 700,00	17,31%
Frais de déplacements et de mission	82 529,00	17,07%
Formations et sensibilisations	13 500,00	2,79%
Frais de personnel	89 370,00	18,48%
Total	483 560,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (investissement)	60 000,00	12,41%
Région Île-de-France (fonctionnement)	40 000,00	8,27%
AFD	265 958,00	55,00%
Fonds privés (acquis)	9 135,00	1,89%
Fonds privés (sollicités)	108 467,00	22,43%
Total	483 560,00	100,00%

**DOSSIER N° EX062615 - DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT LOCAL PAR LA
VALORISATION DES USAGES PRODUCTIFS - MADAGASCAR**

Dispositif : Actions internationales - Dépenses de fonctionnement (n° 00001017)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104019-020

Action : 10401902- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses de fonctionnement	83 700,00 € TTC	47,79 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION ENERGIES POUR LE MONDE
Adresse administrative : 146 RUE DE L UNIVERSITE
75007 PARIS 7E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur VINCENT JACQUES-LE-SEIGNEUR, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : renforcement des capacités du partenaire malgache, réalisation d'études et mise en oeuvre de formations professionnelles

Dates prévisionnelles : 1 avril 2022 - 26 octobre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet DEVEL'UP vise à accompagner l'émergence d'activités génératrices de revenu grâce à un appui à la formation, au financement et à la formalisation d'auto-entrepreneurs locaux. La demande électrique et les revenus créés par les activités économiques émergentes permettent d'amorcer un cercle vertueux de développement pour la localité et l'opérateur électrique.

Concrètement, cela consiste en premier lieu à renforcer les capacités d'une OSC locale, le partenaire de la Fondem, FIMIFA, afin qu'elle puisse former et accompagner des micro-entrepreneurs locaux pour lancer une activité économique rentable et durable en lien avec l'électricité.

La demande de subvention en fonctionnement concerne :

- les formations à destination de FIMIFA : formation sur leurs performances sociales, formation « entrepreneuriat », leur permettant d'accompagner eux-mêmes les entrepreneurs sélectionnés pour lancer et suivre leur activité, une formation genre ;
- la formation des entrepreneurs sur la connaissance de leur pratique d'activités ;

- la formation des entrepreneurs pour le lancement et le développement de leurs activités productrices ;
- la formation des opérateurs électriques pour le renforcement de leurs compétences ;
- les études de situation initiale, soit une étude sur les dimensions socio-économiques, les mécanismes financiers présents, l'analyse services électriques ;
- une étude de dimensionnement (préalable à l'installation de pompes techniques) et deux études pour les réceptions techniques des équipements, réalisées par l'agence rurale nationale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention porte sur la ligne de dépenses "Frais d'études, de consultances et de prestations externes (dont audit et évaluation)" dans le plan de financement prévisionnel.

Localisation géographique :

🇲🇵 MADAGASCAR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements technique et mobilier	209 400,00	43,30%
Achats matériels de bureau, charges locatives et locations	5 061,00	1,05%
Frais d'études, de consultances et de prestations externes (dont audit et évaluation)	83 700,00	17,31%
Frais de voyages, de déplacements et de mission	82 529,00	17,07%
Formations et sensibilisations	13 500,00	2,79%
Frais de personnel	89 370,00	18,48%
Total	483 560,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (fonctionnement)	40 000,00	8,27%
Région Île-de-France (investissement)	60 000,00	12,41%
AFD	265 958,00	55,00%
Fonds privés (acquis)	9 135,00	1,89%
Fonds privés (sollicités)	108 467,00	22,43%
Total	483 560,00	100,00%

DOSSIER N° EX062600 - MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE COLLECTE DES DECHETS MENAGERS DANS LA COMMUNE DE KANEL - SENEGAL

Dispositif : Actions internationales - Dépenses d'investissement (n° 00001016)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 900-048-20422-104019-020

Action : 10401901- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses d'investissement	60 360,00 € TTC	50,00 %	30 180,00 €
	Montant total de la subvention		30 180,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DES
RESSORTISSANTS DE KANEL EN
FRANCE

Adresse administrative : 143 RUE DE L'OURCQ
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur ALASSAN KAMARA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Kanel est située dans la région du Matam, à l'est du Sénégal, le long du fleuve du même nom et à proximité de la frontière avec la Mauritanie. Principale ville du département éponyme, la ville de Kanel connaît une croissance démographique rapide et est confrontée aux enjeux de gestion des externalités de l'urbanisation, en particulier la gestion des ordures ménagères et la multiplication des dépôts sauvages.

La commune, en accord avec le programme gouvernemental "Sénégal, ville propre", a fait de la mise en place d'un système de collecte et de traitement des ordures ménagères une priorité du plan quinquennal 2018-2022 et a construit un plan d'action partenarial réunissant le Département de Kanel, les services de l'Etat (Unité de coordination et de gestion des déchets solides - UCG) et sa diaspora réunie au sein de l'Association des ressortissants de Kanel en France - ARKF.

L'ARKF est ainsi mobilisée pour appuyer la mise en place d'un système de collecte des ordures ménagères qui constitue une première étape avant leur stockage dans une décharge contrôlée en cours de mise en place et à terme un centre de tri permettant la valorisation des déchets.

L'appui technique de la mise en place du programme de collecte est assuré par le Département et le projet prévoit la mise en place d'un comité de gestion partagé réunissant les acteurs du territoire afin d'en assurer la pérennité.

La subvention régionale vient ainsi financer l'équipement du système de collecte à travers l'achat de véhicules légers ainsi que de matériel destiné aux équipes techniques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention régionale porte sur les dépenses d'investissement du projet. Une partie de la subvention pourra être reversée au partenaire local du projet - Union pour le Développement de Kanel.

Localisation géographique :

🇸🇪 SENEGAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de matériel de pré-collecte	43 580,00	72,20%
Achat de matériel de protection	780,00	1,29%
Achat de véhicules de collecte	16 000,00	26,51%
Total	60 360,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Département des Yvelines	15 500,00	25,68%
Département de Kanel	6 900,00	11,43%
Commune de Kanel	5 000,00	8,28%
Fonds propres	2 780,00	4,61%
Région Île-de-France	30 180,00	50,00%
Total	60 360,00	100,00%

ANNEXE 4 FICHE PROJET FONDS MOYEN ORIENT

**DOSSIER N° 22002311 - SOUTIEN A QUATRE CENTRES DE SOINS DE SANTE
PRIMAIRES A ERBIL - IRAK**

Dispositif : Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient - FCT (n° 00001028)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-044-6574-104015-020

Action : 10401504- Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient - FCT	110 000,00 € TTC	50,00 %	55 000,00 €
	Montant total de la subvention		55 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNION DES ORGANISATIONS DE
SECOURS ET SOINS MEDICAUX
Adresse administrative : 13 RUE DE LA SOULERE
49080 BOUCHEMAINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Ziad Alissa

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2022 - 28 février 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet vise à améliorer l'accès des réfugiés et déplacés dans le Kurdistan Irakien aux services de soin et de santé primaires, en soutenant le personnel médical et administratif travaillant dans les cliniques de pédiatrie et de gynécologie des 4 centres de santé (les centres d'Azadi, de Shadi, de Barieti et de Khabat) et en leur fournissant des médicaments. En tout, 21 personnels médicaux spécialisés seront soutenus par cette subvention, dont 14 femmes. Le projet s'inscrit dans le cadre d'un protocole d'accord entre la Direction de la Santé d'Erbil et la mission UOSSM France Erbil.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

📍 IRAQ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures et consommables	55 303,00	50,00%
Personnel projet	54 697,00	50,00%
Total	110 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	55 000,00	50,00%
Fonds propres	55 000,00	50,00%
Total	110 000,00	100,00%

**ANNEXE 5 AVENANT N°2 A LA CONVENTION
20011242 AVEC FRANCE VOLONTAIRES**

Avenant n°2 à la convention n°20011242

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2022-115 du 23 mars 2022,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,
et

Le bénéficiaire dénommé : FRANCE VOLONTAIRES
dont le statut juridique est : association
N° SIRET : 785207176 - 00047
Code APE : 88.99B
dont le siège social est situé au : 6 rue Truillot, BP 220, 94200 Ivry-Sur-Seine
ayant pour représentant Jacques Godfrain, son président,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

Article 1 :

L'article 1 est modifié comme suit :

1° Dans le premier alinéa, les mots : « Par délibération N°CP2020-515 du 18 novembre 2020 » sont remplacés par les mots « Par délibération N°CP2020-515 du 18 novembre 2020 et N°CP2022-115 du 23 mars 2022 » ;

2° Le deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 57,19 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 52 330 €, soit un montant maximum de subvention de 29 930 €. »

Article 2 :

Il est ajouté un article 2.6 ainsi rédigé :

« 2.6 - Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son

remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région. »

Article 3 :

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale et la fiche-projet adoptée par délibération n° CP 2022-115 du 23 mars 2022, ainsi que l'avenant n°1 adopté par la délibération n°CP2021-165 du 1^{er} avril 2021 et le présent avenant.

Article 4 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente du conseil régional d'Ile France

Madame Valérie PECRESSE

Le

Le bénéficiaire
FRANCE VOLONTAIRES

Monsieur Jacques GODFRAIN, Président

Commission permanente du 18 novembre 2020 - CP2020-515
Modifiée par les Commissions permanentes du 1^{er} avril 2021 – CP2021-165 et du 23 mars
2022 – CP2022-115

**DOSSIER N° 20011242 - VOLONTAIRE DE SOLIDARITE INTERNATIONALE AU SEIN DE
L'INSTITUT DE L'ECONOMIE CIRCUALIRE D'ABIDJAN**

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération
(FONCT) (n° 00000555)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104017-020

Action : 10401702- Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	52 330,00 € TTC	57,19 %	29 930,00 €
Montant total de la subvention			29 930,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FRANCE VOLONTAIRES

Adresse administrative : 6 RUE TRUILLOT
94200 IVRY-SUR-SEINE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Jacques GODFRAIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2021 – 31 août 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le District autonome d'Abidjan s'est doté en janvier 2020 d'un Institut de l'économie circulaire, le premier du genre en Afrique de l'Ouest, dont l'objectif est de faire de la capitale économique ivoirienne un territoire plus résilient et plus efficace en matière de consommation de ressources notamment sur les flux d'alimentation, de matériaux de construction et sur les potentiels de valorisation des déchets. La démarche d'économie circulaire ne répond pas seulement à des enjeux environnementaux, elle est aussi un enjeu pour le développement économique, la gestion du foncier, la résilience des territoires. En ce sens elle permet d'apporter une réponse adaptée aux enjeux de relance que connaît le territoire suite à la crise du Covid 19.

Le présent projet vise à mobiliser l'expertise francilienne pour accompagner le nouvel Institut dans l'élaboration d'une stratégie de territoire en lien avec les acteurs locaux et préparer les assises de l'économie circulaire du grand Abidjan en 2021.

Le soutien francilien s'appuie sur l'expérience acquise par les services régionaux et l'Institut

Paris Region dans l'élaboration de la stratégie francilienne adoptée en septembre 2020. Ainsi les équipes techniques de l'IPR seront mobilisées aux côtés des services de la Région pour accompagner les services de l'Institut dans l'élaboration d'un diagnostic de territoire, l'identification de priorités d'action, des acteurs clés, et la construction d'un plan d'action partagé qui sera par la suite mis en œuvre et coordonné par les services de l'Institut.

La subvention proposée permet de positionner un(e) volontaire, jeune professionnel francilien(ne), en poste auprès du Directeur de l'Institut d'Economie Circulaire d'Abidjan pendant une durée de seize mois. Le/la volontaire aura pour mission principale d'accompagner l'Institut dans l'élaboration d'une stratégie territoriale d'économie circulaire, de préparer les assises de l'économie circulaire du Grand Abidjan et de faire le lien avec les services de la Région et de l'Institut Paris Region.

La subvention couvre les dépenses de mise à disposition de ce volontaire. Elle comprend notamment l'indemnité de subsistance du volontaire pendant la durée du contrat, la couverture sociale et de rapatriement, des frais de mission sur place, une indemnité de réinstallation en fin de mission et un billet d'avion AR Paris-Abidjan.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le Ministère des affaires étrangères finance une partie des indemnités du volontaire via une subvention à France Volontaire.

Localisation géographique :

🇨🇮 COTE D'IVOIRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coûts directs (indemnités, couverture sociale, déplacements...)	41 600,00	79,63%
Frais de gestion administrative	480,00	1,23%
Participation aux frais de logement	8 000,00	15,31%
Frais divers	2 250,00	3,83%
Total	52 330,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	29 930,00	57,12%
France Volontaires (via commande du MEAE)	22 400,00	42,88%
Total	52 330,00	100,00%

Avenant n°1 à la convention de mission entre France Volontaires et la Région Ile-de-France

Objet : affectation d'un volontaire chargé de mission à l'Institut d'Economie Circulaire d'Abidjan

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2022-115 du 23 mars 2022,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : FRANCE VOLONTAIRES
dont le statut juridique est : association
N° SIRET : 785207176 - 00047
Code APE : 88.99B
dont le siège social est situé au : 6 rue Truillot, BP 220, 94200 Ivry-Sur-Seine
ayant pour représentant Jacques Godfrain, son président,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

Article 1 :

L'encart « résumé » en page 1 de la convention est modifié de la façon suivante :

1° Les mots : « Une dotation de 1 500 EURO pour l'achat d'un ordinateur portable destiné au volontaire » sont remplacés par les mots : « Une dotation de 2 250 € pour l'ensemble des frais de mission du volontaire » ;

2° Les mots : « 12 mois » sont remplacés par les mots : « 16 mois ».

Article 2 :

La première phrase de l'article 5.1 est remplacée par les dispositions suivantes :

« La Région Île-de-France s'engage à verser à France Volontaires la somme de 29 930,00 € durant la totalité de la durée du contrat VSI du/de la volontaire (y compris les mois de congés, conformément aux termes du contrat VSI). »

Article 3 :

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale ainsi que le présent avenant.

Article 4 :

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente du conseil régional d'Ile France

Madame Valérie PECRESSE

Le

Le bénéficiaire

FRANCE VOLONTAIRES

Monsieur Jacques GODFRAIN, Président

**ANNEXE 6 AVENANT N°1 A LA CONVENTION
20012778 AVEC AREMEDIA**

Avenant n°1 à la convention n° 20012778

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2022-115 du 23 mars 2022,
ci-après dénommée « la Région »

et

Le bénéficiaire dénommé : AREMEDIA
dont le statut juridique est : association
N° SIRET : 408713063 - 00068
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au 113 rue du Faubourg du Temple 75010 Paris
ayant pour représentant Monsieur Marc SHELLY, Président,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

Article 1 :

L'article 1 est modifié ainsi :

1° Dans le premier alinéa, les mots : « Par délibération N° CP2020-515 du 18 novembre 2020 » sont remplacés par les mots : « Par délibération N° CP2020-515 du 18 novembre 2020 et N° CP2022-115 du 23 mars 2022 » ;

2° Le deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 81,82 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 47 655,00 €, soit un montant maximum de subvention de 38 990,00 € ».

Article 2 :

Au premier alinéa de l'article 2.3, les mots : « 1 stagiaire(s) ou alternant(s) » sont remplacés par les mots : « 2 stagiaires ou alternants ».

Article 3 :

La fiche projet annexée au présent avenant se substitue à celle annexée à la convention signée avec AREMEDIA.

Article 4 :

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant et la fiche projet modifiée par délibération n° CP2022-115 du 23 mars 2022.

Article 5 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties.

DOSSIER N° 20012778 – PROJET PILOTE DE DEPISTAGE DU VIH A EREVAN

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) (n° 00000555)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104017-020

Action : 10401702- Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	47 655,00 € TTC	81,82 %	38 990,00 €
	Montant total de la subvention		38 990,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AREMEDIA

Adresse administrative : 113 RUE DU FAUBOURG DU TEMPLE 75010 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Marc SHELLY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de réalisation : 18 novembre 2020 – 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : non

Description :

L'association AREMEDIA a développé, dès 2001, à Paris et en Île-de-France - en partenariat avec l'Hôpital Fernand-Widal (AP-HP) – le dispositif hospitalo-associatif dit « Hôpital Hors les Murs », un véritable outil de santé publique permettant de lutter plus efficacement contre l'épidémie de VIH/SIDA. L'Association a signé une convention de partenariat avec l'Université d'Etat ainsi que le Centre républicain de prévention du SIDA d'Erevan.

Dans le cadre de cette convention, il s'agit, là encore, pour AREMEDIA, d'accompagner ses partenaires locaux dans la réalisation d'actions de dépistage « hors les murs », mettant en lien le centre de dépistage et de traitement du VIH/SIDA et plusieurs associations locales communautaires ou spécialisées. La coopération de ces différents acteurs permettra de favoriser notamment un meilleur accès à une offre globale de santé pour les « populations-clé » locales : travailleuses et travailleurs du sexe, hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, usagers de drogues injectables et populations migrantes. Cette offre comprend consultation avancée, dépistage, prévention dite « diversifiée » et accès aux soins pour le VIH et les autres infections sexuellement transmissibles.

Il s'agira d'organiser un partage d'expérience et des échanges de pratiques entre les partenaires arméniens et français (médecins, paramédicaux, travailleurs sociaux et acteurs associatifs). En particulier, l'accent sera mis sur le partage de l'expérience française par opposition au dépistage isolé du VIH, indépendamment des autres IST (approche arménienne et russe actuelle).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention porte sur les dépenses de fonctionnement du projet

Localisation géographique :

- ARMENIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Déplacements, missions et réceptions	11 400,00	23,92%
Charges de personnel	28 435,00	59,67%
Services extérieurs	7 820,00	16,41%
Total	47 655,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	38 990,00	81,82%
Fonds propres	8 665,00	18,18%
Total	47 655,00	100,00%

**ANNEXE 7 AVENANT N°1 A LA CONVENTION
20012766 AVEC AREMEDIA**

Avenant n°1 à la convention n° 20012766

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N° CP2022-115 du 23 mars 2022,
ci-après dénommée « la Région »

et

Le bénéficiaire dénommé : AREMEDIA
dont le statut juridique est : association
N° SIRET : 408713063 - 00068
Code APE : 94.99Z
dont le siège social est situé au 113 rue du Faubourg du Temple 75010 Paris
ayant pour représentant Monsieur Marc SHELLY, Président,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

Article 1 :

Au premier alinéa de l'article 2.3, les mots : « 1 stagiaire(s) ou alternant(s) » sont remplacés par les mots : « 2 stagiaires ou alternants ».

Article 2 :

La fiche projet annexée au présent avenant se substitue à celle annexée à la convention signée avec AREMEDIA.

Article 3 :

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant et la fiche projet annexée.

Article 4 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par les parties.

DOSSIER N° 20012766 – PROJET PILOTE DE DEPISTAGE DU VIH A EREVAN**Dispositif** : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV) (n° 00000556)**Délibération Cadre** : CR222-16 du 15/12/2016**Imputation budgétaire** : 900-048-20422-104016-020

Action : 10401602- Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)	80 500,00 € TTC	100,00 %	80 500,00 €
	Montant total de la subvention		80 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AREMEDIA

Adresse administrative : 113 RUE DU FAUBOURG DU TEMPLE 75010 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Marc SHELLY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Date de réalisation : 18 novembre 2020 – 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : non

Description :

L'association AREMEDIA a développé, dès 2001, à Paris et en Île-de-France - en partenariat avec l'Hôpital Fernand-Widal (AP-HP) – le dispositif hospitalo-associatif dit « Hôpital Hors les Murs », un véritable outil de santé publique permettant de lutter plus efficacement contre l'épidémie de VIH/SIDA. L'Association a signé une convention de partenariat avec l'Université d'Etat ainsi que le Centre républicain de prévention du SIDA d'Erevan.

Dans le cadre de cette convention, il s'agit, là encore, pour AREMEDIA, d'accompagner ses partenaires locaux dans la réalisation d'actions de dépistage « hors les murs », mettant en lien le centre de dépistage et de traitement du VIH/SIDA et plusieurs associations locales communautaires ou spécialisées. La coopération de ces différents acteurs permettra de favoriser notamment un meilleur accès à une offre globale de santé pour les « populations-clé » locales : travailleuses et travailleurs du sexe, hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, usagers de drogues injectables et populations migrantes. Cette offre comprend consultation avancée, dépistage, prévention dite « diversifiée » et accès aux soins pour le VIH et les autres infections sexuellement transmissibles.

Il s'agira en particulier de procéder à l'acquisition locale et aménagement d'un camion médicalisé répondant aux normes réglementaires à la réalisation des actions-pilote de dépistage hors les murs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention porte sur les dépenses d'investissement du projet

Localisation géographique :

- ARMENIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat camion médicalisé	80 000,00	99,38%
Autres équipements	500,00	0,62%
Total	80 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	80 500,00	100,00%
Total	80 500,00	100,00%